

Notice de sélection pour recrutement d'un Consultant Individuel IC/104/PADIEP 2019

Date: 03 Septembre

2019

Pays : République Centrafricaine

Intitulé : Recrutement d'un consultant International(e) pour l'élaboration d'une note conceptuelle du « Programme de Renforcement de la Résilience de l'Approvisionnement durable et inclusif en Eau Potable en RCA (PADIEP-CA) »

Durée de la mission : 30 jours calendaires

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse e-mail achats.cf@undp.org avec mention de la référence et intitulé du dossier.

Votre proposition devra être reçue au plus tard le 17 septembre 2019

N'hésitez pas à écrire à l'adresse registry.cf@undp.org pour toute information complémentaire.

I. INFORMATIONS SUR LE POSTE	
Titre des postes	Consultant(e) International(e) pour l'élaboration d'une note conceptuelle du « Programme de Renforcement de la Résilience de l'Approvisionnement durable et inclusif en Eau Potable en RCA (PADIEP-CA) »
Nombre de poste	01
Niveau du (des) Poste (s) (Local ou International)	International
Nature de la consultation (Support/ Substance) :	Substance
Type d'affectation (Home based ou sur site)	Sur Site
Lieu d'affectation	Bangui, République Centrafricaine
Supervision	Chargée de Programme
Date estimative de démarrage de la mission	Dès signature du contrat
II. CONTEXTE ET OBJECTIF	
La République Centrafricaine, est un pays en voie de développement de 623 000 km², enclavé, situé au cœur du continent africain. Doté d'une population de 5,069 millions habitants en 2017, composée à majorité de jeunes, le pays dispose de ressources naturelles abondantes dont la mise en valeur des composantes portant essentiellement sur l'agriculture, l'élevage, les forêts et les mines, ne profite pas réellement à la population. Par ailleurs, les crises successives inhérentes à des conflits militaro-politiques récurrents traversés par le pays depuis plusieurs décennies, dont la dernière date de 2012, ont ruiné tout le tissu socioéconomique et annihilé tous les efforts de développement, avec des conséquences majeures sur le plan sécuritaire,	

humanitaire et socioéconomique. Ce pays dont, déjà l'essentiel des ressources provient de l'assistance extérieure, se trouve ainsi encore plus dépendant de l'aide extérieure.

Grâce à l'appui de la communauté internationale, la RCA a connu un retour à l'ordre constitutionnel après les élections libres et démocratiques en mars 2016, favorisant ainsi la mise en place de programmes politiques et socioéconomiques en vue de la pacification et de la stabilisation du pays, parmi lesquels figurent le « Plan de relèvement et de consolidation de la paix pour la Centrafricaine (RCPA) 2017-2022 » et l'Accord de Paix de Khartoum du 6 février 2019. Malgré les efforts déployés aussi bien par le Gouvernement que par la communauté internationale dans le sens de la reconstruction, du relèvement et de la consolidation de la paix, le pays reste encore fragile, avec des défis majeurs à relever. En effet, la plus grande partie du pays reste encore occupée par les groupes armés maintenant ainsi le pays dans l'instabilité sécuritaire et politique quasi permanente, ce qui entrave les initiatives tant du Gouvernement que des forces internationales et des organisations humanitaires, particulièrement en milieu rural.

III. JUSTIFICATION

La dernière crise traversée par la République Centrafricaine a mis le pays dans un état de vulnérabilité général, avec des besoins énormes pour sa reconstruction qui ont conduit le Gouvernement à s'engager dans un processus de résolution, à travers le RCPA et l'Accord de Paix de Khartoum, avec l'appui de la communauté internationale.

Conformément aux priorités nationales établies dans le RCPA et l'Accord de Paix de Khartoum, le secteur de l'eau et de l'assainissement, qui présente divers défis à relever tant au niveau financier qu'institutionnel, n'est pas en laisse.

En effet, l'instabilité politique constante couplée à une augmentation des conflits armés n'a pas permis d'assurer une amélioration de la couverture de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Au-delà de l'impact des pratiques inappropriées d'utilisation des ressources hydrauliques par les populations et la baisse de la pluviométrie sur les nappes phréatiques, les principaux enjeux se situent au niveau des zones rurales fortement délaissées pour lesquelles les investissements sont restés inexistantes. L'hydraulique urbaine est passée par des phases successives de soutien d'urgence. La précarité de la structure tarifaire associée au sous-financement du secteur a engendré un déséquilibre financier des services qui n'arrivent pas à couvrir les coûts d'exploitation. Seulement 22% de la population urbaine du pays a accès à l'eau à travers un réseau d'approvisionnement en eau potable. Les réseaux équipent 8 chefs-lieux de préfectures, parmi lesquels 5 sont partiellement fonctionnels et 3 sont à l'arrêt. La capitale est aussi desservie par un réseau d'eau potable avec des infrastructures vétustes dont le rendement est d'environ 50% et qui dessert environ 15% de la population de la capitale. En milieu rural, seulement 34% de la population a accès à des points d'eau protégés (forages et sources aménagées). En assainissement, la collecte et le traitement des eaux usées est exclusivement autonome. 94% de la population rurale n'utilisent pas les latrines. En milieu urbain, 74% de la population possèdent des latrines dont 20% des latrines multifamiliales (latrines partagées). Environ 83 % des financements demandés par le Gouvernement et d'autres acteurs de développement entre 2009 et 2015 (soit plus de 51 millions USD) restent à mobiliser : l'assainissement rural est clairement le sous-secteur qui attire le moins de financements de la part des partenaires financiers.

Aussi, l'analyse de la carte de sévérité du secteur eau, hygiène et assainissement montre clairement que les besoins se focalisent particulièrement dans les zones affectées par les conflits depuis 2013 avec une intensité soulignée au niveau de la « ligne de front » d'affrontement entre les groupes armés (Bambari, Kaga-Bandoro et Batangafo) et les zones adjacentes. Le croisement d'informations entre les secteurs de l'eau, hygiène et assainissement, la malnutrition et la santé (taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans) révèle une sévérité accrue dans les préfectures de la Vakaga, Bamingi-Bangoran et Mboumou, autrefois non couvertes par la réponse humanitaire eau, hygiène et assainissement.

Par ailleurs, bien que certaines préfectures comme celles de l'Ombella M'poko (Bangui), Nana-Mambéré, Mambéré-Kadei, Sangha-Mbaéré et la Lobaye ont depuis 2014 bénéficié d'interventions en Eau, hygiène et assainissement, il n'en demeure pas moins qu'elles requièrent une continuité dans l'assistance pour consolider les acquis des installations et services mis à disposition.

Il résulte au regard de tout ce qui précède que les besoins essentiels ci-dessous demeurent, à savoir :

- L'accès à l'eau en particulier la couverture des besoins en eau des personnes déplacées sur sites, personnes retournées, déplacées en familles d'accueil (7.5 à 15 litres/personne/j) ;
- L'amélioration de la couverture en assainissement des personnes déplacées sur sites et en familles d'accueil ;
- L'amélioration du niveau d'hygiène des personnes ciblées.

Quant aux facteurs de risques, ils restent inchangés :

- Les déplacements (y compris les mouvements de retour) ;
- Les épidémies (choléra avec l'arrivée de la saison des pluies et de possibles recrudescences dans les pays limitrophes tels que le Cameroun et la RDC) ;
- L'insécurité alimentaire ;
- La malnutrition chronique et sévère.

Afin de permettre à la population centrafricaine, particulièrement les personnes les plus vulnérables, ou à risque de l'être, d'utiliser les services sociaux de base de façon durable, en particulier la santé, l'éducation, la protection sociale, l'eau et l'assainissement selon les normes de qualité, les Nations Unies, à travers le PNUD, s'appuieront sur l'engagement du Gouvernement dans un souci de cohérence avec les partenaires internationaux et régionaux dans l'appui à la mise en œuvre du RCPCA. Les interventions du PNUD pour l'atteinte de l'ODD 6 - à travers les cibles 6.1 : D'ici à 2030, « assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable » ; 6.2 : D'ici à 2030, « assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable » ; 6.4 : D'ici à 2030, « faire en sorte que les ressources en eau soient utilisées beaucoup plus efficacement dans tous les secteurs et garantir la viabilité des prélèvements et de l'approvisionnement en eau douce afin de remédier à la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui manquent d'eau » et 6.5 : D'ici à 2030, « mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon qu'il convient - privilégieront les personnes vivant dans les conditions les plus difficiles en termes d'accès aux services et dont les droits humains sont les plus menacés ». Car leur situation alimente la pauvreté à travers les inégalités et les discriminations multiformes, les vulnérabilités et les marginalisations. Ainsi, des groupes cibles privilégiés par le « *Programme d'Approvisionnement Durable et Inclusif en Eau Potable en Centrafrique (PADIEP-CA)* » ont été identifiées et comprennent les femmes, les enfants, les jeunes (filles et garçons), les réfugié(e)s et les déplacé(e)s internes sur site ou en situation de retour ou de rapatriement, les migrants, les ex-combattants, les personnes vivant avec le VIH/SIDA ou avec des handicaps. Cette liste peut comprendre, selon le cas, les personnes affectées par des épidémies ou des catastrophes. L'action PNUD portera en priorité sur ces groupes cibles.

En mettant en exergue ses avantages comparatifs, qui résident dans sa capacité à rassembler des partenaires et sa présence partout dans le monde, à délivrer dans un temps record, les interventions du PNUD à travers le PRADIEP-CA auront pour objectif principal de renforcer les capacités nationales tant au niveau central, local, communautaire, de la société civile et du secteur privé, à mettre en œuvre leurs engagements internationaux au titre de l'Agenda 2030. De façon spécifiques, elles viseront à (i) éliminer les inégalités et les discriminations qui limitent la pleine jouissance de leurs droits aux services sociaux de base en l'occurrence l'accès à eau potable ; (ii) apporter des réponses aux causes profondes de leurs facteurs multidimensionnels de pauvreté en développant les capacités à la résilience ; et (iii) renforcer les systèmes et les processus nationaux de redevabilité pour le suivi des progrès et la fourniture des solutions adéquates et durablement opérantes.

Les zones de mise en œuvre de ce programme sont prioritairement les préfectures de la Vakaga, Bamingi Bangoran et Mboumou auxquelles s'ajoutent celles de l'Ombella M'poko (Bangui), Nana-Mambéré, Mambéré-Kadei, Sangha-Mbaéré et la Lobaye, avec la possibilité d'en adjoindre d'autres, en fonction de leur pertinence.

Les résultats escomptés à travers la mise en œuvre du PRADIEP-CA se présentent ainsi qu'il suit :

- **Résultat 1** : Le cadre juridique, institutionnel et réglementaire est renforcé [Indicateurs : Nombre d'outils de gestion élaborés et opérationnels (1) documents de politiques, de stratégie, (2) plan d'action, (3) document de gestion par sous-secteur]
- **Résultat 2** : Un mécanisme de soutien financier (MSF) destiné à soutenir l'investissement dans le secteur est mis en place et capitalisé. [Indicateur 1 : Montant mobilisé dans la corbeille commune destiné à financer l'investissement du secteur, Indicateur

2 : Nombre de réalisations physiques (nombre d'AEV ou de Forage ou de retenue d'eau à buts multiples réalisé), Indicateur 3 : effectif de la population desservie]

• **Résultat 3** : Les capacités de mobilisation des ressources financières extérieures sont accrues dans le secteur et participent à l'aboutissement des réformes engagées [Indicateur 1 : Taux d'accroissement des ressources financières extérieures, Indicateur 2 : Nombre de réformes engagées et soutenues par les ressources mobilisées, Indicateur 3 : Nombre de plate-forme multi-acteurs installé et fonctionnel]

C'est dans l'optique de l'élaboration d'une note concept ou Plan d'Initialisation du Projet ou Project Initiative Form (PIF) du « *Programme de Renforcement de la Résilience de l'Approvisionnement durable et inclusif en Eau Potable en RCA (PADIEP-CA)* » aux standards du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) que le Bureau du PNUD en RCA lance le présent recrutement de Consultant(e) International(e).

IV. FONCTIONS ET RESPONSABILITES

L'objectif visé dans le cadre de cette mission de consultation est d'élaborer une note concept du « *Programme de Renforcement de la Résilience de l'Approvisionnement durable et inclusif en Eau Potable en RCA (PADIEP-CA)* ».

De manière spécifique, il s'agira de produire le Project Information Form (PIF) du projet qui nécessite de :

- Collecter et analyser les données et toutes informations nécessaires liées au Programme ;
- Etablir de façon forte les liens entre les causes de la pénurie d'eau et le changement climatique justifiant la nécessité de l'intervention pour renforcer le réseau d'eau potable et comment cela va permettre aux populations vulnérables d'être plus résilientes ;
- Effectuer l'analyse du problème, de la solution au problème et des barrières à la mise en œuvre de la solution et s'assurer qu'ils sont examinés et valides par l'ensemble des parties prenantes ;
- Déterminer, la portée et développer la théorie du changement du projet
- Effectuer l'analyse sommaire de la problématique du genre, et des impacts environnementaux, sociaux ;
- Mettre en évidence de façon pertinente et documentée l'additionnalité du Projet

Résultats attendus (livrables)

La phase de démarrage sera marquée par une rencontre de cadrage aux fins d'avoir une vision harmonisée sur les objectifs et les résultats attendus de la mission. A cette occasion, le/la consultant (e) présentera sa démarche méthodologique et les outils à utiliser ainsi que le chronogramme prévisionnel :

- PIF aux normes du Fonds pour l'Environnement Mondial ;
- Comptes rendus des ateliers de restitution/validation incluant les listes de participants et dates des différentes consultations ou rencontres.

Méthodologie

Le/la consultant(e) international(e) conduira l'étude en recourant à toute la panoplie d'outils disponibles pour collecter et analyser les informations pertinentes, en particulier :

- La revue et l'étude de la documentation clé (ex. : études et informations financières, rapports de consultations, documentation relative aux ODDs, au RCPCA, Accord de Paix de Khartoum, UNDAF+, Programme Pays du PNUD, monographies des préfectures et villes d'intervention, politique nationale de l'eau et d'assainissement, de l'environnement, du genre, des soins de santé de base, d'éducation de base, etc.) ;
- Les rencontres et les entretiens avec les acteurs concernés (publics, secteur privé, société civile), les partenaires, et les personnes ressources ;
- L'exploitation et l'analyse des informations collectées en vue de la production des rapports.

Par ailleurs, le/la consultant(e) international(e) mènera les travaux en étroite collaboration avec principalement : le Point Focal National du FEM, les cadres du Ministère en charge de l'Environnement, de l'Hydraulique, de la Santé, de l'Education, des agences du Système des Nations Unies et autres partenaires nationaux et internationaux concernés, les points focaux de diverses administrations au niveau central et régionaux qui lui seront indiqués au démarrage de la mission ainsi que les cadres du PNUD-

RCA, du Centre Régional du PNUD à Addis Abéba et Istanbul (consultation par Skype ou vidéo conférence) ainsi que toute personne ressource physique ou morale.

La Direction du Bureau du PNUD en RCA et les cadres de la section Environnement du PNUD assureront le contrôle-qualité sur tous les produits de la mission, en consultation avec le Bureau Régional du PNUD et le Point Focal GEF.

V. COMPETENCES

Corporate :

- Démontre l'intégrité en modélisant les valeurs et les normes éthiques des Nations Unies
- Promeut la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD
- Affiche la sensibilité et l'adaptabilité de culture, de sexe, de religion, de race, de nationalité et d'âge
- Traite toutes les personnes de façon équitable sans favoritisme

Technique :

- Être familier avec la formulation et la rédaction des projets et/ou programmes de gestion durable des ressources en eau ;
- Être familier avec le processus de formulation des documents de projets et/ou programmes du FEM en particulier le Project Information Form (PIF) ;
- Avoir des capacités de coordination des études complexes et d'équipes pluridisciplinaires ;
- Avoir une forte capacité d'écoute ;
- Avoir une capacité à gérer le temps et à respecter les délais ;
- Connaître les mécanismes de financement des projets et / ou programmes en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement ;
- Disposer d'excellentes capacités rédactionnelles et de production des documents de qualité ;
- Avoir des connaissances et/ou une expertise par rapport aux règles et procédure du Système des Nations Unies et du PNUD ;
- Avoir une bonne connaissance des politiques environnementales en général et en particulier du secteur de l'eau et de l'assainissement en RCA, des accords multilatéraux et autres conventions internationales en matière d'environnement et de gestion durable des ressources en eau ainsi que des agendas internationaux (Objectifs du Développement Durable, Agendas 2030) et nationaux (Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix 2017-2021, Accord de Paix de Khartoum) ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique ;
- Avoir une parfaite maîtrise du français et de l'anglais à l'orale comme à l'écrit.

Communication : excellentes compétences rédactionnelles et en communication oral

Professionalisme :

- Aptitude démontrée dans la réflexion analytique ;
- Excellentes capacités d'organisation, de rédaction et de rapportage ;
- Capacité de travailler de façon autonome, planifier, hiérarchiser et livrer les tâches dans les délais impartis ;
- Flexibilité à voyager pour le travail avec un court préavis.

Travail en équipe :

- Ouverture d'esprit et capacité à recevoir/intégrer les feedbacks ;
- Capacité à travailler sous pression ;
- Capacité à travailler dans un environnement multiculturel.

VI. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

Education :

- Disposer d'une formation initiale (au moins Bac+ 5 ou équivalent) en économie du développement, gestion des projets ou développement rural (environnement, ressources naturelles, hydraulique, agronomie, foresterie, génie rural, géographie physique ou humaine, sciences économiques et sociales) ou tous autres domaines pertinents.

- Disposer des formations complémentaires dans d'autres domaines connexes ainsi que des connaissances des agendas internationaux (Objectifs du Développement Durable, Agendas 2030) et nationaux (Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix 2017-2021, Accord de Paix de Khartoum) serait un atout.

Expériences professionnelles :

- Avoir au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine de la formulation des projets/programmes avec au moins cinq (5) ans d'expérience avérée dans la formulation des projets dans le domaine de la gestion durable des ressources en eau ;
- Avoir conduit au moins trois (3) missions similaires d'appui / consultances antérieures dans le cadre de la formulation et / ou mise en place des projets et/ou programmes de couverture de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement ;
- Avoir une expérience de formulation de projets sensible au genre ;
- Avoir une bonne connaissance des procédures des institutions de financements multilatéraux et particulièrement du FEM ;
- Avoir une très bonne aptitude à coordonner des équipes pluridisciplinaires.

Langue : Parfaite maîtrise de la langue anglaise et française.

Informatique : maîtrise des logiciels sous Office

VII. DOSSIER DE SOUMISSION

Une proposition technique incluant :

- Une lettre de motivation adressée à la Représentante Résidente du PNUD en RCA ;
- Un formulaire P11 dûment rempli et signé y compris les trois références ;
- Une note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les raisons de la candidature
- Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée.

Une offre financière incluant : les honoraires du consultant, précisant, sur la base de l'approche forfaitaire, le montant des indemnités journalières, le nombre de jours de travail prévus les modalités de paiement sur la base de produits/livrables précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs) même si les paiements seront effectués par tranches ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat.

VIII. CRITERES D'EVALUATION

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

La proposition technique sera évaluée sur son degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :

Critères d'évaluation	Points
• Bac +5 ou équivalent en économie du développement, gestion des projets ou développement rural ou tout autre domaine similaire	30%
• Avoir au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine de la formulation des documents de projets et / ou programmes dont au moins cinq (5) ans d'expérience avérée dans la formulation des projets et/ou programmes de gestion des ressources en eau ; • Avoir conduit au moins trois (3) missions similaires d'appui ou de consultance antérieures dans le cadre de la formulation et / ou de la mise en oeuvre des projets et / ou programmes portant en particulier sur la problématique de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement ; • Avoir une expérience confirmée dans la mise en œuvre des Conventions de Rio, des agendas internationaux (Objectifs du Développement Durable, Agendas 2030) et / ou nationaux (Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix 2017-2021, Accord de Paix de Khartoum) ; • Avoir une expérience solide des procédures du Fonds pour l'Environnement Mondial applicables au cycle des projets et / ou programmes notamment le mécanisme de financement et les directives et méthodologie d'élaboration des projets et / ou programmes éligibles au Fonds pour l'Environnement Mondial ;	50%

Capacité à rédiger des documents de portée nationale de qualité tels que les documents de projets et / ou programmes, notes conceptuelles, rapports, etc.	
Capacités linguistiques - Avoir une maîtrise du français et de l'anglais (oral et écrit) prouvée par les Rapports ou missions effectuées dans les pays ayant l'anglais et le français en usage ; - Avoir effectués des séjours à moyen et / ou long termes dans les pays ayant l'anglais et /ou le français comme langue de travail	20%
Total note technique	100

Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.

Dans une deuxième étape du processus d'évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées.

Le marché ou le contrat sera attribué aux consultants suivant les deux (02) options ci-après :

1. Au Consultant techniquement qualifié ayant présenté l'offre financière la plus basse parmi les consultants techniquement qualifiés. Applicables pour les services de support ou de nature relativement simple suivant les exigences des TDRs ;
2. Au Consultant ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%). Applicable pour les services intellectuels plus complexes suivant les exigences des TDRs ;

Cette note financière combinée à 30% est calculée pour chaque proposition sur la base de la formule suivante : Note financière A = [(Offre financière la moins disante) / Offre financière de A] x 30

N.B : Les services demandeurs détermineront avec les Opérations l'option la plus adaptée en fonction de leurs besoins.

Eligibilité pour l'évaluation technique

- Avoir une formation initiale (au moins Bac+ 5) ou équivalent en économie du développement, gestion des projets ou développement rural (environnement, ressources naturelles, hydraulique, agronomie foresterie, génie rural, géographie physique, climatologie, ou humaine, les sciences économiques et sociales) ou tous autres domaines pertinents.
- Avoir une bonne connaissance des directives et des méthodologies d'élaboration des projets et / ou programmes éligibles au Fonds pour l'Environnement Mondial ;
- Avoir au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine de la formulation des projets/programmes de gestion durable des ressources en eau avec au moins cinq (5) ans d'expérience avérée dans la formulation des projets et programmes liés à la problématique d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement ;
- Fournir un engagement sur honneur de la disponibilité de l'expert et à respecter les délais de livraison des produits

Notation de l'offre technique (100 points)

- Avoir une formation initiale (au moins Bac+ 5) ou équivalent en économie du développement, gestion des projets ou développement rural (environnement, ressources naturelles, hydraulique, agronomie foresterie, génie rural, géographie physique, climatologie, ou humaine, les sciences économiques et sociales) ou tous autres domaines pertinents (20 pts)
- Avoir une bonne connaissance de la problématique de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Afrique en général et en RCA en particulier, basée sur des réalisations de travaux tels que les études (10 pts)
- Avoir au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine de la formulation des documents de projets et / ou programmes liés à la gestion durable des ressources naturelles en général, avec au moins cinq (5) ans d'expérience avérée dans la formulation des documents de projets et / ou programmes portant sur la thématique de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en particulier (20 pts)
- Avoir conduit au moins trois (3) missions similaires d'appui / consultances antérieures dans le domaine de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement (10 pts)

• Justifier de grandes capacités de communication et de rédaction des projets et / ou programmes de portée nationale et de connaissances solides inhérentes à l'élaboration des documents de projets et / ou programmes du FEM (20 pts) • Niveau de compréhension de la mission par le consultant et cohérence de la proposition du consultant avec les TdRs (10 pts) • Connaissance de l'anglais (10 pts)	
Mode de paiement	Le cout forfaitaire doit être "tout - inclus"¹ et une feuille de temps de travail doit être soumise par le consultant et les jalons de paiement correspondant aux livrables. Temps requis pour l'exécution des demandes de paiement • L'exécution des demandes de paiements sera assujettie à l'examen et l'approbation des livrables par le superviseur (s) affecté au projet.

NB: Les candidatures féminines sont vivement souhaitées.

¹ Tout - inclus implique que tous les coûts (frais professionnels, les assurances, les communications, les consommables, etc.) qui pourraient être encourus par le consultant sont déjà pris en compte dans le montant final présenté dans la proposition.